



# le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTE

ISSN 0241 0494

LE 8 AVRIL 1990

N° 188

PRIX: 4 F



COTE

D'  
I  
V  
O  
I  
R  
E

**LA JEUNESSE EST DANS LA RUE**

**AUX TRAVAILLEURS**

**DEMONTRER LA VOIE !**

SOMMAIRE

AU

VERSO

Pages 2 et 3

- Editorial

Pages 4, 5 et 6

- Les véritables libertés démocratiques ne peuvent venir que de la révolution prolétarienne.

Page 6

- Tchad: guerre criminelle entre deux seigneurs de guerre.

Page 7

- Le départ de Jean Collin, un os à ronger pour l'opposition?

Page 8

- Mali: quand les galonnés rénovent Bamako.

- Cameroun: emprisonnement et tortures des opposants.

Pages 10 et 11

- A propos de notre meeting sur les récents événements en Afrique.

ABONNEMENTFrance: 1 an

- Pli ouvert: 70 FF
- Pli fermé: 85 FF

Le paiement se fait uniquement en liquide ou en timbres-poste courants.

Etranger

Même tarif mais uniquement en coupons-réponses internationaux.

ADRESSE:

- voir page 9

COTE D'IVOIRELA JEUNESSE EST DANS LA RUE,AUX TRAVAILLEURS DE MONTRER LA VOIE!

Ainsi donc, l'ouverture des établissements scolaires et universitaires n'aura même pas duré une semaine, car les autorités ivoiriennes ont de nouveau décrété leur fermeture, "définitive" cette fois-ci, c'est-à-dire jusqu'à la rentrée scolaire prochaine. L'année en cours étant considérée comme "blanche".

Et pourtant tous les média d'Etat (radio, télé, journaux) avaient été mobilisés pour annoncer que les cours avaient bien repris et que la contestation s'était apaisée. Que des mensonges! Les portes des lycées, des collèges et de l'université étaient bien ouvertes mais les cours n'ont pratiquement pas eu lieu. Quand ce n'étaient pas les enseignants qui faisaient grève, c'étaient les élèves qui boycottaient les cours. Certains lycéens ont eu la bonne idée de se regrouper en bandes pour aller de lycée en lycée, de collège en collège pour entraîner les autres dans le mouvement. Ceci ne se passait pas seulement à Abidjan, mais aussi dans les autres villes, y compris dans celles qui, jusqu'à présent, n'avaient été touchées que légèrement par la contestation.

C'est justement dans la petite ville d'Adzopé qu'un jeune lycéen a été tué par les balles des gendarmes venus réprimer une manifestation des jeunes. Lorsque cette nouvelle a été propagée dans les autres villes, ce fut l'indignation et la révolte parmi toute la jeunesse. Celle-ci est descendue dans la rue. Et de nouveau Abidjan a été le théâtre des scènes de colère et de violence qu'elle avait connues au début du mouvement. Avec des cailloux et des projectiles divers, les jeunes se sont attaqués aux locaux de la police, à ceux de la mairie et à certains symboles représentant l'autorité.

La décision, venue du pouvoir, d'organiser une "contre manifestation", cette fois-ci pour soutenir Houphouët, a été interprétée par les jeunes en colère comme une véritable provocation. On a vu défiler dans les rues d'Abidjan les pontes du régime, les députés, les maires et les dignitaires du PDCI (parti unique). Cette cohorte de lèche-bottes et de parasites n'a fait qu'enflammer encore plus les jeunes.

C'est alors que le gouvernement a décidé la fermeture immédiate de toutes les écoles et l'université. Le pouvoir espère que les jeunes, en rentrant chacun chez eux, n'auront plus la possibilité de se regrouper et par conséquent seront démobilisés. Il avait déjà fait ce calcul lors de la fermeture des écoles, mais cela ne lui a pas réussi!

... / ...

Et d'ailleurs cette décision de décréter "année blanche" l'année scolaire en cours ne fera qu'augmenter le nombre de jeunes mécontents. Car ils vont tous redoubler leur classe. Ce qui veut dire une année de perdue! Et les parents d'élèves qui ont payé avec beaucoup de sacrifices les frais de scolarité de leurs enfants, vont-ils accepter que leur argent soit parti en fumée?



Les jeunes ne sont pas les seuls à être en colère, loin de là! Les fonctionnaires, les agents hospitaliers, les enseignants avaient déjà montré leur grogne contre le régime, lorsque ce dernier avait annoncé son projet de diminution des salaires. Après la vague de mécontentements de jeunes et des fonctionnaires, le gouvernement a dû reporter son projet. Mais quelques jours après, il a remis sur le tapis cette mesure d'austérité en l'accompagnant de quelques "mesures d'apaisement social", comme la diminution des prix de certaines denrées alimentaires, de l'électricité, des loyers et du carburant. Mais en réalité, la plupart de ces mesures "d'apaisement" ne sont vraies que sur le papier, notamment celles qui touchent les petites gens.

Il est bien évident que pour l'heure les travailleurs du privé, de l'industrie, du port d'Abidjan et l'ensemble des pauvres n'ont pas encore exprimé ce qu'ils ont sur le coeur. Et pourtant ils auraient bien raison de descendre eux aussi dans la rue. Leur lutte sera autrement plus efficace, car avec eux ce sera toute l'économie du pays qui sera paralysée, pas seulement l'éducation nationale.

Le mécontentement s'exprime déjà en parole. Dans les bus, dans les rues, dans les transports, les travailleurs osent à l'heure actuelle parler, discuter tout haut ce qu'ils ont sur le coeur. On ne craint plus la police ou les agents du pouvoir pour dire que la situation ne peut plus durer. Qu'ils en ont marre. Qu'il n'y a pas d'avenir pour les jeunes. Qu'ils ont des salaires de misère, alors que les riches sont de plus en riches. Et que tout cela doit changer.

Il y aura un changement le jour où tous les pauvres, les travailleurs, feront comme les jeunes en descendant dans la rue et en exprimant tous ensemble leur mécontentement. Et dans ce cas, toute la police et l'armée ne pourront rien faire. Les travailleurs pourront même, s'ils en ont la détermination, abattre le pouvoir en place. Mais cela ne peut se faire qu'à condition que dès maintenant ils s'organisent indépendamment des couches privilégiées, indépendamment des bourgeois et petits bourgeois du pays.

En Côte d'Ivoire, comme dans certains pays d'Afrique, le vent de la révolte souffle. La colère commence à se manifester. Ce qui fait défaut, c'est l'arme de l'organisation des pauvres. Car sans cette arme, leur révolte ne servira que de tremplin pour d'autres bourgeois, d'autres candidats à la dictature.

## COTE D'IVOIRE

### La baisse des prix des denrées alimentaires? Que du vent!

Le gouvernement avait annoncé comme mesure "d'accompagnement" une baisse des prix de quelques denrées alimentaires de base. Mais en réalité, cette baisse des prix ne s'est pas répercutée chez les marchands.

Un certain nombre de commerçants ont tout simplement augmenté leurs prix à la veille de l'application des nouveaux prix. Si bien que, même en diminuant leurs prix le lendemain, les prix n'ont en fait pas changé. D'autres commerçants ont ôté de leur étalage les produits concernés pour simuler une pénurie. D'autres encore se sont débrouillés avec les grossistes pour que ceux-ci leur fournissent de fausses factures avec des prix élevés à l'approvisionnement. La décision du gouvernement elle-même était truquée dès le départ, car le pourcentage de diminution qu'il avait prévu, c'était par rapport aux prix maximum autorisés.

Pour les loyers, il est fort probable que cela se passe comme pour les denrées. Quant à la baisse des prix de l'électricité, du carburant et de la taxe douanière, c'est en réalité les privilégiés qui vont en bénéficier. La consommation d'électricité chez les pauvres est trop faible pour que la baisse soit visible dans leur portefeuille.

### LES VERITABLES LIBERTES DEMOCRATIQUES NE PEUVENT VENIR QUE

#### DE LA REVOLUTION PROLETARIENNE

L'Afrique vient d'être le théâtre de grèves, de révoltes, d'émeutes dont les secousses continuent encore à se faire sentir. Cette explosion de colère a pour origine le ras-le-bol général des populations contre les conditions de vie de plus en plus insupportables. Mais partout, c'était aussi contre le manque des libertés que les manifestants sont descendus dans la rue. Ils s'en sont pris aux dictateurs, à la dictature pour réclamer plus de libertés.

Ici dans l'immigration, nombreux sont ceux qui, pour manifester leur solidarité par rapport à ces événements, sont contents que ça bouge enfin chez nous et souhaitent qu'on arrive à instaurer une vie démocratique. Ils réclament le multipartisme.

C'est vrai que nos pays figurent parmi les dictatures les plus féroces du monde. Chaque année, l'Afrique occupe une place de choix dans le rapport d'Amnesty International, par exemple, comme l'une des régions du monde où les libertés les plus élémentaires sont bafouées. Aussi, est-ce légitime et juste que des gens se battent pour la démocratie dans nos pays. Mais suffit-il de souhaiter la démocratie et même d'être des milliers et des milliers à le crier pour que cela se fasse? Et le multipartisme peut-il seul garantir une véritable démocratie chez nous?

Des pays comme Haïti, les Philippines ou tout récemment la Roumanie ont vu leurs populations descendre dans les rues, se battre et faire tomber les dictateurs. Mais cela n'a pas suffi pour en finir avec la dictature. Celle-ci a survécu à la fuite de Duvalier et à la mort de Marcos et de Ceausescu. Ce sont les mêmes armées, les mêmes polices avec les mêmes généraux et les mêmes hommes politiques, anciens serviteurs des dictateurs déchus qui, malgré le multipartisme, continuent à imposer une nouvelle dictature. En Haïti, par exemple, la chute du dictateur a, certes, donné naissance à plusieurs organisations politiques, mais elle n'a pas mis fin à la dictature. C'est la même armée qui a servi Duvalier pendant des années, qui dirige avec le soutien des USA, plus précisément de son ambassadeur qui orchestre et dirige tout.

Des pays comme le Brésil, l'Inde ou l'Argentine sont également des pays où existe le multipartisme. Mais ils ne sont pas pourtant des modèles de démocratie. Le pouvoir y est sous la botte d'une minorité de bourgeois qui, quand il y va de ses intérêts, sait piétiner les lois et les institutions et lâcher l'armée pour réprimer sauvagement la population.

En Afrique également, le multipartisme a existé ou existe dans certains pays sans pourtant que la démocratie soit réellement garantie. Juste après les indépendances, la plupart des pays avaient encore plusieurs partis politiques et organisations syndicales jusqu'au jour où les différents dictateurs décident de mettre fin à cela, d'imposer, à la place des partis et syndicats libres, des partis uniques, des syndicats uniques, etc. Et le simple fait qu'un homme, parce qu'il est le président, puisse décider de tout, à sa guise, quelles que soient ses idées, eh bien cela n'a rien de démocratique. Le multipartisme, les lois, la constitution ne peuvent rien y changer. Et c'est le cas aujourd'hui au Sénégal où, malgré le multipartisme, c'est Abdou Diouf qui, à la tête de l'Etat, décide tout seul des contours de la démocratie et impose l'ordre qui lui convient.

Certes, quand dans un pays les gens peuvent s'organiser, créer des partis, des syndicats, des associations, etc, cela ne peut être qu'une bonne chose, surtout pour les travailleurs et l'ensemble des opprimés, eux dont la voix a toujours été étouffée.

Mais comment garantir réellement la démocratie, sans qu'elle ne dépende pas de l'humeur d'un seul homme quel qu'il soit? Et avec qui va-t-on le faire? Avec la même armée, la même police, les mêmes généraux et hommes qui ont, tous, servi la dictature déchuée, comme en Haïti par exemple? Et comment en finir avec la dictature de la faim, celle-là même qui est à l'origine de la dictature tout court?

Il n'y a pas de libertés pour la majorité des gens dans un cadre bourgeois. L'Etat bourgeois suppose l'existence d'une armée, d'une police et des institutions coupées des populations et confiées à des spécialistes, des généraux, des militaires et des hommes politiques liés au pouvoir de l'argent, aux marabouts, aux potentats féodaux et à l'impérialisme.

Le multipartisme ne suffit pas pour garantir une véritable démocratie, sans oublier qu'il peut très bien coexister avec la dictature, les injustices et la corruption, comme au Sénégal ou en Inde. La liberté dans un cadre bourgeois et pauvre, c'est la liberté pour une infime minorité, pour les bourgeois, et c'est finalement la dictature pour toute la population.

Une véritable démocratie ne peut venir que de la destruction de l'Etat bourgeois avec tous ses appareils et de l'instauration du pouvoir des opprimés eux-mêmes. C'est quand les opprimés auront pris le pouvoir, dissout l'armée et l'auront remplacée par une nouvelle qui sera le peuple lui-même regroupé et armé; quand de l'armée, de la police, de toutes les institutions, ils auront viré, chassé non seulement un homme, l'ancien dictateur, mais toute la minorité de profiteurs qui

de près ou de loin ont bénéficié de l'ancien ordre et mis en place leurs propres dirigeants contrôlés par eux; quand ils auront exproprié les riches et pris tous les moyens existants pour les mettre au service de tout le monde, etc; eh bien c'est alors que l'on pourra parler d'une véritable démocratie car ce seront les populations elles-mêmes qui dirigeront en décidant librement quelles sont les priorités et les choses utiles pour la société et en garantissant elles-mêmes les libertés pour tous, les armes à la main.

Il ne peut y avoir de véritable démocratie que là où tous les hommes sont considérés comme de véritables êtres humains; là où ils ne sont pas humiliés, méprisés, exploités par la loi de l'argent; là où il n'y a pas de domination de l'homme sur la femme, pas d'oppression de quelque nature que ce soit.

Mais pour cette perspective, ce qu'il faut, c'est des organisations prolétariennes et révolutionnaires, seules capables de conduire le processus révolutionnaire jusqu'à son terme, qui malheureusement font gravement défaut aujourd'hui.

#### TCHAD: GUERRE CRIMINELLE ENTRE DEUX SEIGNEURS DE GUERRE

Le 25 mars dernier, dans les localités de Bahaï et Tiné, à l'est du Tchad, des combats particulièrement meurtriers ont opposé des soldats gouvernementaux aux partisans d'Idriss Deby, ancien chef d'Etat-major de l'armée tchadienne. Chacune des deux parties adverses affirmait avoir fait des centaines de morts et de blessés.

En tout cas, les combats n'ont manifestement pas pris fin à l'avantage des soldats de Habré, puisque celui-ci a appelé au secours son protecteur l'impérialisme français. Ainsi, quelques mois seulement après "l'allègement" du contingent français envoyé en 1983 pour renforcer les troupes du dictateur tchadien, l'impérialisme a envoyé de nouveaux renforts, notamment 15 avions de combat.

Les récents affrontements sont depuis un an le troisième du genre opposant les forces de Habré à celles de Deby. Ces deux hommes avaient pris le pouvoir ensemble en 1982, puis se sont séparés en 1989 parce que Deby n'était pas satisfait du partage du butin de guerre. Il aurait songé alors à un coup d'Etat. Mais malheureusement pour lui, son rival aurait eu vent de cette affaire juste à temps.

Quand Habré et Deby étaient tous les deux au pouvoir, ils rançonnaient les populations au nom d'un prétendu "effort de guerre" contre la Libye. En plongeant à nouveau le Tchad dans leur guerre criminelle, les deux seigneurs de guerre veulent simplement arriver à trancher la question de savoir lequel d'entre eux et sa clique s'enrichiront sur le dos des populations.

## SENEGAL

### LE DEPART DE JEAN COLLIN, UN OS A RONGER POUR L'OPPOSITION?

Abdou Diouf vient de remanier son équipe gouvernementale. Le nombre de ministres est ramené de 27 à 21. Ce qui a été le plus remarqué, c'est le départ de Jean Collin, le numéro 2 du régime. Certains le qualifiaient même de numéro 1 du régime, tellement il était omniprésent. Cet ancien administrateur colonial, devenu secrétaire général du gouvernement en 1960 puis ministre et conseiller de Senghor et de Diouf ensuite, avait la haute main sur tous les secteurs clés de l'appareil d'Etat sénégalais. Il était le symbole de la continuation presque ininterrompue de la colonisation à la décolonisation du Sénégal par la France.

Ce "toubab" était la cible privilégiée de l'opposition, notamment du PDS et de ses alliés. En se séparant de lui, Diouf fait probablement une concession à l'opposition qui faisait du départ de Jean Collin un de ses slogans favoris. Adoulaye Wade a d'ailleurs déjà déclaré qu'il était satisfait de ce départ. Il doit certainement se sentir un peu plus près de l'arène du pouvoir.

Lui, Wade, peut se sentir satisfait. Il peut même prétendre que c'est sa victoire mais ça ne changera en rien le problème quotidien de la majorité de la population qui est en train d'être frappée de plein fouet par les conséquences dramatiques de la crise économique. Les conditions de vie des travailleurs et des petits fonctionnaires sont devenues épouvantables.

Les salaires sont bloqués, les entreprises licencient, la fonction publique licencie également. Les budgets consacrés aux équipements sociaux sont rongés au point que les hôpitaux ressemblent à des prisons. Ils sont insalubres; même les médicaments et les matériels de soins les plus élémentaires font défaut. L'eau courante dans les quartiers populaires est rationnée. Les municipalités trouvent qu'il y a "trop" de bornes fontaines, qu'il y a de "gaspillage" d'eau; alors elles comptent faire payer l'eau plus chère. Les écoles et les universités sont dans un état de délabrement. Les lycéens et universitaires sont de nouveau en grève. Ce sera la deuxième année blanche.

L'année dernière, le conflit avec la Mauritanie avait servi au gouvernement pour détourner l'attention de la population laborieuse en misant sur le chauvinisme. L'opposition elle-même en faisant de la surenchère nationaliste anti-maure, avait donné un répit au gouvernement sur le terrain social.

Aujourd'hui, en lâchant Jean Collin, Diouf tente peut-être de jeter un os à ronger à l'opposition, histoire de gagner du temps et de faire passer la pillule du FMI à la population.

En fin de compte, Diouf n'est pas le seul à tromper la population. Lui, il la trompe en étant au gouvernement, pour exploiter encore plus les travailleurs. Mais Abdoulaye Wade et ses compères la trompent également en faisant semblant de défendre ses intérêts alors que ce qui les intéresse, c'est tout simplement le pouvoir.

### MALI: QUAND LES GALONNES RENOVENT BAMAKO

Le gouvernement de Moussa Traoré a décidé d'effectuer des travaux dits de rénovation de Bamako. De quoi s'agit-il?

Rassurez-vous. Ce ne sont pas les rénovations des quartiers populaires comme Daouda-Bougou ou comme Lafia-Bougou. Il ne s'agit pas non plus d'électrifier ni d'installer des fontaines publiques ni d'assurer le ramassage des ordures ménagères dans ces quartiers. Mais il s'agit d'effectuer des travaux de réparation des feux de circulation dans les grandes avenues de Bamako et des rebouchages des rues goudronnées comme par exemple l'avenue de la Liberté qui longe le fleuve Niger jusqu'au palais présidentiel (Koulouba), ainsi que l'avenue Mamadou Konaté et le square Patrice Lumumba.

On voit bien que les dits travaux -si travaux il y a- sont de petits rafistolages qui consistent à embellir les avenues et rues empruntées par notre président galonné et ses sous-fifres ministres non moins galonnés ou civils.

L'opération représente une bagatelle de 750 millions de francs CFA. Un bon petit casse-croûte qui peut d'ailleurs ne pas du tout embellir ces avenues et rues mais bel et bien aller directement grossir, comme d'habitude, les comptes courants bancaires de ces messieurs et leurs familles.

### CAMEROUN: EMPRISONNEMENT ET TORTURES DES OPPOSANTS

Le régime de Paul Biya a arrêté dernièrement un groupe d'opposants politiques pour le simple motif d'avoir tenté de constituer un parti politique. Au Cameroun, comme dans la presque totalité des pays d'Afrique, seuls les gens du pouvoir ont droit à un parti. Pour les opposants, c'est soit la clandestinité, soit l'exil.

De nombreux prisonniers politiques croupissent en prison. Ils subissent la torture et l'humiliation. Certains d'entre eux sont morts ou portés "disparus" après leur emprisonnement.

Aujourd'hui que le Cameroun traverse une crise grave, qu'il y a un mécontentement profond qui ne cherche qu'à s'exprimer, le gouvernement de Paul Biya multiplie les intimidations et la répression à l'égard de tous ceux qui osent critiquer son régime. Mais ce qui lui fait peur avant tout, c'est la colère de la population laborieuse. La répression qu'il fait subir à ces opposants est en réalité une menace qu'il brandit à tous les exploités du Cameroun pour leur dire à l'avance qu'il ne tolérerait aucune contestation sociale.

I M M I G R A T I O N

QUAND LES POLITICIENS PARLENT DE LA LUTTE CONTRE LE RACISME

Les travailleurs immigrés sont devenus depuis quelques jours la cible privilégiée des hommes politiques français de droite comme de gauche. Giscard, Chirac, Le Pen, Rocard, tous sortent leurs griffes contre les travailleurs immigrés.

Rocard a récemment déclaré que "la France ne peut pas accueillir toute la misère du monde" et qu'il faut renvoyer tous les travailleurs clandestins "chez eux". Quant à Giscard et Chirac, eux ils ont purement et simplement emboîté le pas à leur allié naturel raciste, Le Pen. Ils ont versé leur venin et leur haine sur les travailleurs immigrés et leur famille. Ils reprennent à leur compte les propositions de Le Pen qui dit qu'il faut couper les droits sociaux aux travailleurs immigrés, à savoir: les allocations familiales, les allocations de chômage, le RMI, etc. Ils demandent au gouvernement de reviser le droit d'asile en France pour ne pas "attirer d'autres immigrés".

Pour bien orchestrer toute sa politique anti-ouvrière, Rocard a convié toute la brochette d'hommes politiques à Matignon. C'était, paraît-il, pour discuter de l'immigration et du racisme ainsi que des actes criminels qui ont récemment été menés contre les travailleurs immigrés.

Mais en réalité, ce que cherchent ces politiciens bourgeois, c'est de faire croire aux travailleurs français que s'il y a du chômage et de la misère en France, c'est la faute aux travailleurs immigrés. S'il y a la délinquance, c'est la faute aux immigrés! Ils veulent accuser les travailleurs immigrés d'être responsables de ces maux, alors qu'ils ne sont que les victimes de la politique menée successivement à la tête de l'Etat. Ce sont eux qui ont voté la loi permettant aux patrons de licencier comme bon leur semble. C'est d'ailleurs le sort qu'ils font subir à l'ensemble de la classe ouvrière.

Tous ces politiciens qui ne sont que des petits commis de la grande bourgeoisie, ne cherchent qu'à diviser les travailleurs entre eux. Ce qui les préoccupe d'abord, c'est la perte d'électeurs que leurs partis viennent de subir lors des récentes élections partielles, au profit du parti raciste de Le Pen.

Pour cela, ils reprennent à leur compte le refrain de Le Pen en l'enroband de mots à peine déguisés. Ils reprennent le refrain bien connu qui consiste à désigner les travailleurs immigrés comme boucs émissaires. Ils veulent ainsi diviser et désarmer davantage les travailleurs pour le grand bien de leurs ennemis de classe.

A D R E S S E

DUFFEAL-COMBAT OUVRIER  
Pour le PAT B.P. 42  
92114 - CLICHY Cedex

A PROPOS DE NOTRE MEETING

SUR LES RECENTS EVENEMENTS EN AFRIQUE

Au meeting que nous avons organisé au début de ce mois sur les événements récents en Afrique, le débat a tourné essentiellement autour de deux points:

- Il faut d'abord lutter pour le multipartisme.
- Le communisme qui est une dictature dont les pays de l'Est ne veulent plus, pourquoi voulez-vous l'introduire en Afrique?

Les droits pour les libertés démocratiques, c'est-à-dire le droit de s'exprimer, le droit d'avoir son parti politique, son syndicat, font partie du combat des travailleurs. Mais les opprimés ont-ils des raisons particulières de limiter leur lutte au multipartisme? Pourquoi "le multipartisme d'abord et le reste après"? Pourquoi ne pas lutter en même temps pour mettre fin aux privilèges et aux inégalités?

Le multipartisme ne veut pas forcément dire qu'il y aura des libertés démocratiques pour tous. On peut avoir un régime où plusieurs partis représentent les différentes fractions des classes dirigeantes en lutte pour le pouvoir sans qu'il y ait un seul parti des travailleurs et des pauvres qui forment la majorité de la population. Cela veut dire que pour les populations pauvres, ce sera toujours la dictature même avec le multipartisme (comme cela se passe en Inde où il y a un régime parlementaire), si les travailleurs n'ont pas leur propre parti, s'ils ne s'organisent pas pour arracher par la lutte, par exemple le droit de grève, le droit d'utiliser les salles des réunions et les imprimeries ainsi que le droit de faire la politique pas seulement dans les quartiers mais aussi dans les usines.

Si les luttes ne débouchent pas sur de véritables libertés démocratiques permettant aux travailleurs d'affirmer leurs propres objectifs, de défendre une politique prenant en compte leurs aspirations et celles de l'ensemble des pauvres, il n'y aura aucun changement fondamental. Le multipartisme sera, dans ce cas, une coquille vide, bonne seulement à tromper les populations.

En ce qui concerne le rejet du "communisme" des pays de l'Est, seuls ceux qui ne connaissent pas le courant communiste révolutionnaire et internationaliste auquel nous appartenons, peuvent s'étonner que nous soyons contents de l'écroulement des régimes dictatoriaux de ces pays. Ces derniers, y compris l'URSS, n'ont rien à voir avec le communisme. Au contraire, ils en donnent une caricature repoussante.

En Russie, quand les bureaucrates et leur principal représentant, Staline, ont usurpé le pouvoir des travailleurs et qu'ils étaient en train de mettre en place une dictature féroce, les révolutionnaires russes les mêmes qui avaient participé (ou dirigé) à la révolution prolétarienne victorieuse de 1917 et qui n'avaient pas renoncé à leurs idées de justice sociale et de liberté étaient les premiers à dénoncer et à combattre cet appareil bureaucratique et policier. Ils ont mené cette lutte justement au nom du communisme et c'est pour cela qu'ils ont fini leur vie en prison ou dans les camps de concentration quand ils n'ont pas été fusillés à la suite des "procès" fabriqués, ou lâchement assassinés.

Nous sommes fiers de nous revendiquer de leurs luttes grâce auxquelles les idées de Marx et de Lénine restent toujours vivantes. Nous sommes donc bien placés pour dire que la faillite des régimes de l'Est n'est pas celle du communisme, mais celle du stalinisme qui est en fait une forme de nationalisme.

Cela dit, ce qui rend nécessaire et légitime le communisme, c'est le capitalisme lui-même dont le monde est malade. Et le cas de l'Afrique est là pour nous en convaincre. Introduite tardivement dans l'histoire moderne, l'Afrique souffre de tous les traits négatifs du capitalisme sans profiter de certains avantages sociaux qu'on trouve dans les pays développés. Pillée, exploitée par le capital international qui ne laisse que des miettes dont profitent les seuls valets et privilégiés locaux, l'Afrique est un continent où la misère est plus grande qu'avant les indépendances. Elle devient de plus en plus dépendante sur le plan alimentaire alors qu'auparavant il y avait une relative auto-suffisance alimentaire.

Pendant que la production des cultures vivrières baisse sans cesse, celle des produits d'exportation augmente au contraire constamment, parce qu'elle permet de faire du profit, avant tout aux pays riches. Dans le même temps, nos dirigeants empruntent pour réaliser des architectures prestigieuses et coûteuses ou pour acheter des armes, et c'est toute la population qui doit se serrer la ceinture pour payer des intérêts de plus en plus élevés.

Le résultat de tout cela est qu'il manque de tout. Rien pour satisfaire les besoins les plus élémentaires des populations, par exemple en électricité, en eau potable ou en médicaments. Chaque année, des centaines de milliers d'Africains meurent de faim et de maladies, alors que les moyens existent pour guérir ces maladies et en finir avec la famine.

Pour apporter une solution à ces problèmes, il ne suffit pas de s'attaquer à la corruption et à la dictature qui sont les sous-produits de l'exploitation capitaliste. Il faut combattre le mal à sa racine qui est le capitalisme lui-même. Il faut s'attaquer au pouvoir des riches, et arracher de leurs mains les usines, les banques, les villas, les moyens de transport et toutes les richesses qu'ils ont volées en se servant de leur appareil d'Etat.

Cela permettra aux travailleurs africains qui auront pris le pouvoir, de satisfaire certains besoins des populations en construisant des logements, des écoles, des hôpitaux et des routes au lieu de bâtir des cathédrales et des palais présidentiels; cela leur permettra d'acheter des médicaments et non des produits de luxe ou des avions personnels, etc.

Mais cela ne suffira pas. Car pour construire une société communiste, une société où les différences entre riches et pauvres disparaîtront, où il y aura la justice sociale et des libertés plus grandes que celles existant actuellement dans les pays développés, cela suppose un degré de développement économique et une abondance de richesses qui n'existent pas en Afrique, mais dans les métropoles capitalistes. C'est pourquoi une révolution prolétarienne commencée en Afrique ne peut s'achever qu'à l'échelle internationale pour abattre le grand capital, mettre fin à la loi du profit et répartir les richesses à l'échelle du monde en fonction des besoins des gens.

L'Afrique est arriérée et ne représente qu'une quantité négligeable (1,5%) dans l'économie mondiale, mais elle peut être à l'avant-garde du combat contre la bourgeoisie impérialiste, si dans les luttes à venir, les travailleurs africains prennent conscience de leur force, s'appuyant sur le rôle économique irremplaçable qu'ils jouent dans la société pour s'organiser politiquement et prendre eux-mêmes le pouvoir au nom de l'ensemble des classes pauvres.

## CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.